

3^E TRIMESTRE 2002 / ENQUÊTE DE CONJONCTURE JANVIER 2003 N° 25

Sans sombrer dans le pessimisme, les chefs d'entreprise du Loir-et-Cher font plus que jamais preuve d'une grande perplexité. Les événements internationaux, conjugués à une actualité particulièrement brûlante dans notre département sur le devenir de Matra Auto ne sont pas propices à un retour de la croissance : faiblesse de la demande européenne et tout spécialement en Allemagne, menaces de guerre en Irak poussant à la hausse les prix du pétrole et l'euro... La compétitivité de nos entreprises s'en trouve sérieusement écornée.

L'enquête de conjoncture réalisée à la mi-janvier montre un ralentissement certain de l'activité, en particulier dans l'industrie. La tendance se prolonge donc, en s'amplifiant même quelque peu. Elle ne devrait pas s'inverser à très court terme, au vu des carnets de commande qui ont eu tendance à se dégarnir et dont le volume actuel est jugé insuffisant par un nombre de responsables plus élevé qu'auparavant. En revanche, des signes positifs apparaissent pour la suite, en particulier dans les services. Cela ne devrait cependant pas relancer les projets d'investissement, toujours en panne ; la construction de nouvelles surfaces destinées à l'activité est d'ailleurs en net repli. À l'inverse, la mise en chantier de logements demeure ferme.

Les échanges extérieurs de marchandises restent actifs, mais les secteurs les plus fortement exportateurs commencent à donner des signes de faiblesse. Le solde ne cesse d'ailleurs de se réduire. La disparition d'entreprises industrielles et commerciales

semble s'être accélérée, tandis qu'à l'inverse, l'artisanat confirme son redressement, grâce en particulier au secteur du bâtiment.

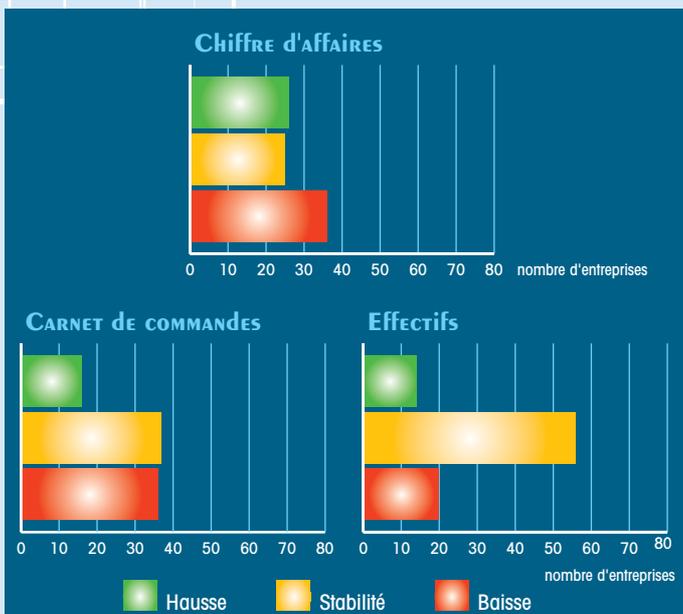
C'est sur le front de l'emploi que la détérioration est la plus sensible. En données corrigées des variations saisonnières, le chômage a bondi de plus de 8 % au cours du trimestre, triste record ! Sur un an, la progression est supérieure à 15 %. Dans le bassin de Romorantin, la situation est pire encore (+ 31 %), sous le double effet d'une conjoncture morose et des premières grandes vagues de suppressions de postes chez Matra. Les inscriptions consécutives à une fin de mission intérimaire ou de CDD sont d'ailleurs en très forte hausse. Les hommes de moins de 25 ans sont les plus touchés par cette recrudescence du chômage : + 80 % en douze mois pour Romorantin, + 28 % pour l'ensemble du Loir-et-Cher.

Parallèlement, les besoins de main d'œuvre se raréfient : moins d'offres déposées à l'ANPE et de déclarations d'embauche. On n'observe pas pour l'instant de répercussions sur le plan social ; le nombre de bénéficiaires du RMI s'inscrit en léger repli et celui des nouveaux dossiers de surendettement est stable.

L'annonce de nombreux plans sociaux à travers toute la France rejailit inmanquablement sur le moral des ménages. La consommation, qui a jusqu'à présent freiné la baisse de l'activité, va probablement se ralentir au cours des prochains mois. L'économie risque par conséquent de tourner au ralenti pendant une grande partie de l'année 2003.

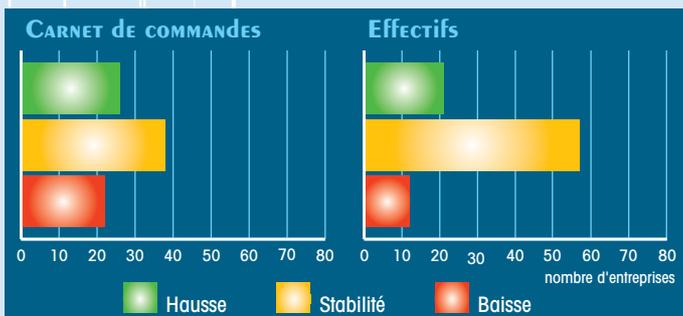
CHÔMAGE, LA MARÉE NOIRE

ÉVOLUTION AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS

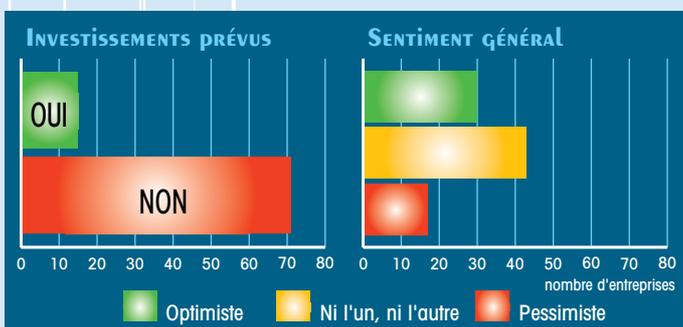


source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

PRÉVISIONS À COURT TERME



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

Cette enquête a été réalisée par l'Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher du 15 au 21 janvier 2003. Elle couvre 92 entreprises de plus de 20 salariés appartenant aux secteurs de l'industrie, de la construction et des services aux entreprises (y compris les transports).

LES ENTREPRISES DU LOIR-ET-CHER ACCUSENT LE COUP

L'année 2003 débute dans un climat sérieusement assombri pour l'activité économique départementale. Au-delà des graves incertitudes pesant sur l'avenir de Matra automobile, c'est toute une dynamique qui semble stoppée.

Pour la première fois depuis la création de cette enquête de conjoncture (1997), les entreprises pour lesquelles le chiffre d'affaires est inférieur à celui réalisé douze mois auparavant sont les plus nombreuses, plus de 4 sur 10. Parallèlement, on en compte moins de 3 sur 10 dans chacun des deux autres cas, hausse ou stabilité de l'activité. Le secteur le plus touché reste l'industrie où le recul affecte près de la moitié des établissements. En revanche, la situation paraît un peu moins inquiétante dans la construction et les services qui font état d'une parité stricte entre les évolutions positives et négatives.

Le dernier trimestre 2002 semble avoir marqué une inflexion importante dans l'évolution de l'activité. En effet, durant cette période, les carnets de commandes s'inscrivent en repli dans 40 % des entreprises, alors que les cas de progression s'amenuisent encore (moins de 20 %). L'industrie, déjà largement affectée, subit une nouvelle dégradation. Mais, plus inquiétant encore, les services sont à leur tour atteints avec une baisse de charge dans près d'un établissement sur deux. Autre signal négatif, le nombre des responsables jugeant insuffisant le volume actuel des commandes s'élève de nouveau; il se trouve désormais presque au même niveau que ceux pour qui il est "normal". Cette mauvaise passe pourrait cependant être derrière nous si l'on en juge par les prévisions pour les trois prochains mois. Les anticipations sont en effet globalement positives dans 3 établissements sur 10, y compris dans l'industrie. Les services devraient tout particulièrement rebondir avec une augmentation des commandes attendues dans plus de 40 % des cas. La construction s'attend plutôt à la stabilité, mais un essoufflement est perceptible avec des volumes d'affaires qui baisseraient dans 3 entreprises sur 10.

Contrairement aux évolutions précédentes, la baisse d'activité en fin d'année a eu incontestablement un impact sur les effectifs. Si la stabilité l'emporte encore très largement, les suppressions de postes ont été plus nombreuses que les créations, battant ainsi en brèche les anticipations réalisées en octobre. Cet écart entre les prévisions et les réalisations est perceptible dans les trois grands secteurs, mais plus encore dans l'industrie où les effectifs apparaissent en repli dans plus d'un quart des établissements. Les mouvements de personnel devraient rester assez limités au cours des trois prochains mois, la stabilité restant de mise dans la très grande majorité des cas, spécialement dans les services. L'amélioration attendue de l'activité se traduirait néanmoins par une progression des effectifs dans 2 établissements sur 10 (un peu plus dans la construction), tandis que des contractions ne sont envisagées que par un petit nombre des responsables.

Les soubresauts du dernier trimestre n'ont atteint que très modérément le moral des chefs d'entreprise interrogés; la proportion de pessimistes reste faible tandis que les optimistes, même s'ils sont moins nombreux qu'avant, représentent encore 3 personnes sur 10. En revanche, la visibilité ne cesse de se détériorer comme l'indique la part croissante de ceux qui ne se prononcent pas. C'est sans doute également la raison pour laquelle les perspectives d'investissements demeurent extrêmement basses.

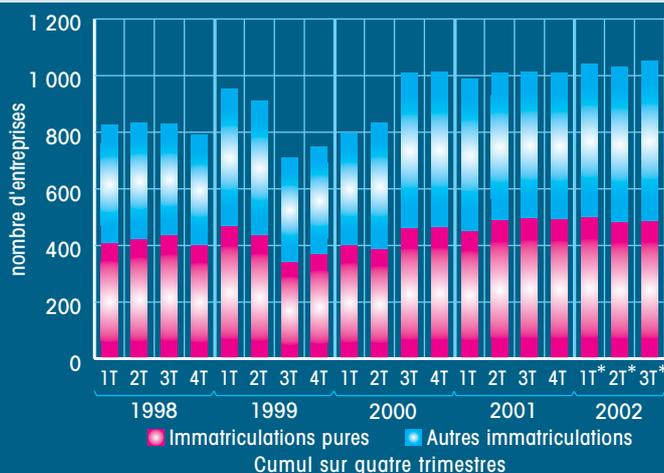
LA SITUATION S'AMÉLIORE DANS L'ARTISANAT

La tendance à l'accroissement des mouvements d'entreprises enregistrés au Registre du Commerce et des Sociétés serait de nouveau confirmée, selon les données provisoires communiquées par la CCI. **Les immatriculations et les radiations apparaîtraient en effet plus nombreuses** qu'au 3^e trimestre de l'an dernier. En **cumul annuel**, elles seraient également toujours plus étoffées qu'au cours des 12 mois précédents, mais les disparitions croissant de nouveau plus vite, le **solde se retrouverait nettement négatif**. On peut noter l'excellente tenue du secteur de la construction, alors que le commerce et les cafés-hôtels-restaurants accusent un lourd déficit.

Les **créations pures**, dont le poids dans le total des immatriculations ① a sensiblement diminué (43 % pour ce trimestre), seraient sur une **pente descendante**, ce qui n'est pas le cas des **radiations pures** ②, en très légère **progression**. Le solde demeurerait néanmoins assez nettement positif en cumul annuel.

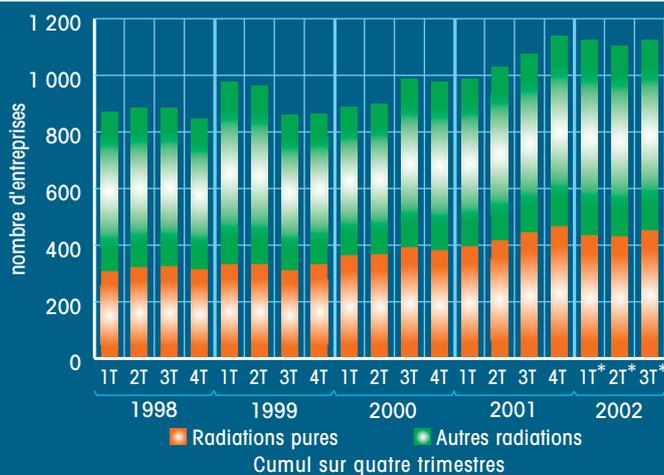
L'impression favorable persiste pour l'artisanat. Le nombre des immatriculations du trimestre (91) est supérieur de 8 unités à celui du 3^e trimestre 2001 et dans le même temps, celui des radiations (87) est inférieur de 13 unités ③. Le **solde**, bien que plus faible qu'au 2^e trimestre, laisse encore apparaître un **excédent de 4 entreprises**, grâce en particulier au travail des métaux et au bâtiment. La répétition des bons résultats se traduit enfin dans le cumul annuel : sur les **douze derniers mois**, il s'est créé 385 entreprises artisanales, soit 8 % de plus qu'au cours de la période antérieure, contre 376 disparitions. Le **solde est donc positif** (+ 9), résultat très rarement observé durant ces cinq dernières années. Il est principalement imputable au **bâtiment**, mais les "autres fabrications" sont en excédent et plusieurs secteurs d'activité sont en équilibre ou presque. La branche alimentation continue en revanche à perdre de nombreux effectifs.

① CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



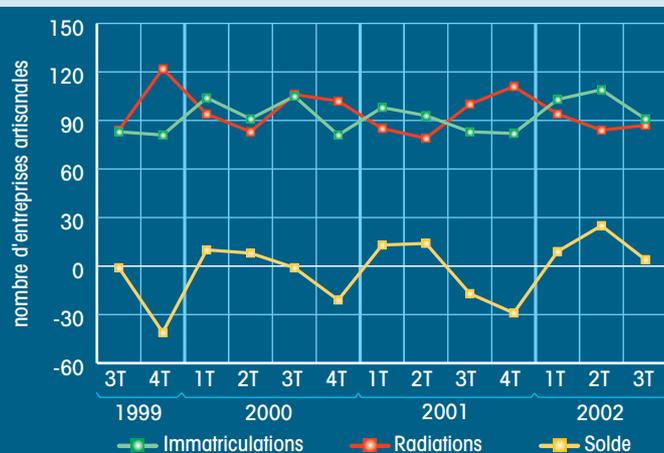
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

② RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



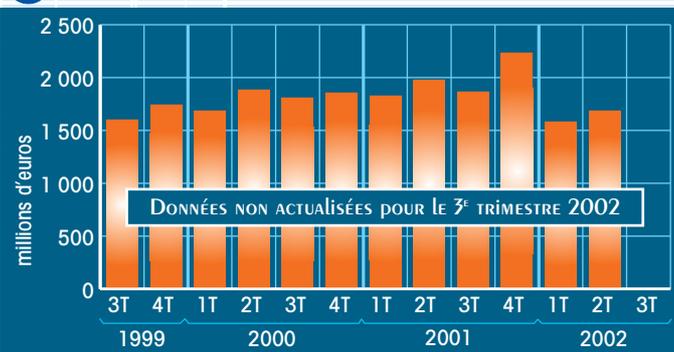
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

③ MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



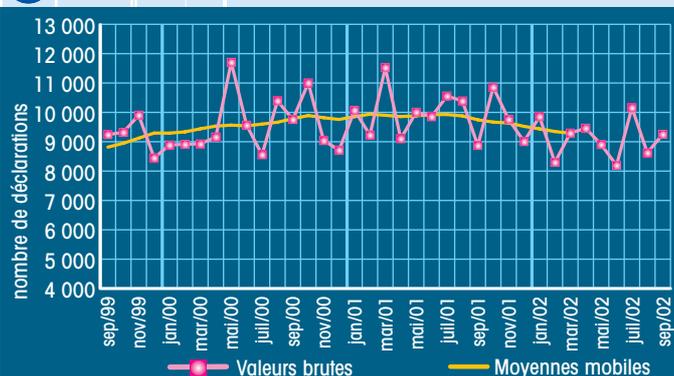
source Chambre de Métiers de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

1 Chiffres d'affaires des entreprises



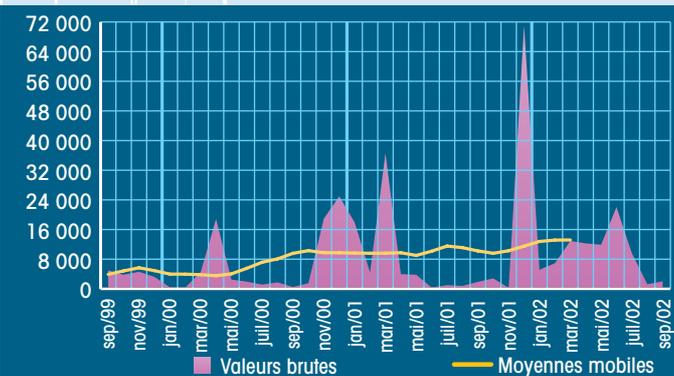
source Direction des services fiscaux : Chiffres d'affaires des entreprises déclarés pour l'assujettissement à la T.V.A. (chiffres d'affaires supérieurs à 5 M.F. - 762245 € pour les entreprises réalisant des achats/ventes et supérieurs à 1,5 M.F. - 228674 € pour les prestataires de service) déposant leurs déclarations dans le département.

2 RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



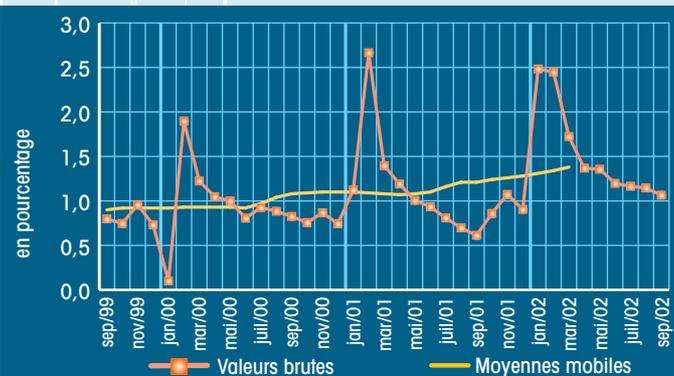
source : URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

3 CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE D'HEURES INDEMNISÉES)



source DDETFP

4 TAUX DE RESTE À RECOURIR DES COTISATIONS URSSAF



source URSSAF - Services statistiques régionaux

MALGRÉ LA PAUSE ESTIVALE, ON RESSENT UNE ÉVOLUTION NÉGATIVE

Les données relatives aux chiffres d'affaires des entreprises ① ne sont pas disponibles à ce jour.

Conformément aux évolutions enregistrées traditionnellement à cette période, les entreprises ont eu d'avantage recours au **travail temporaire** ce trimestre, puisque l'URSSAF a enregistré 28033 déclarations préalables à l'embauche ②, soit **une augmentation de 5,5 % par rapport au 2^e trimestre**. Cependant, le recul observé depuis le début de l'année est **confirmé** avec une **baisse de 6 %** sur l'été 2001. En cumul annuel le total est de 111 669 à fin septembre, soit 5,6 % de moins qu'au cours des 12 mois précédents.

La période estivale est également celle où le **chômage partiel** ③ est le plus faible de l'année (fermeture d'entreprises). Toutefois, les **12 915 heures** indemnisées¹ constituent l'un des plus forts totaux enregistrés pour un 3^e trimestre depuis 6 ans ; c'est notamment 2,5 fois plus qu'en 2001. Cette mesure a concerné 1 336 salariés, nombre en progression, provenant de quelques grands établissements. En cumul sur douze mois, le nombre d'heures total (158 283) est supérieur de 36 % à celui de la période antérieure.

Le montant des cotisations salariales appelées par l'URSSAF² est ce trimestre en progression. Avec 222,3 millions d'euros, il est **8 % plus élevé que le trimestre précédent** et représente le niveau le plus fort de l'année. Par rapport à la période juillet - septembre 2001, on observe une augmentation de 10 %. La part de ces cotisations restant impayées ④ a suivi une évolution à la baisse pour se positionner à 1,06 % fin septembre contre 1,2 % fin juin. Le taux reste supérieur à celui de l'an dernier à la même date : 0,61 % (niveau le plus bas de toutes ces dernières années).

(1) Tous les établissements n'étant pas à 35 heures, les journées de travail n'ont pas la même longueur. Il est donc préférable de raisonner en terme d'heures indemnisées.

(2) L'analyse de cet indicateur ne reflète pas la situation de l'ensemble des entreprises du Loir-et-Cher, car celles qui possèdent plusieurs établissements ont la possibilité de déclarer et de payer leurs cotisations à une seule URSSAF : c'est le système dit du "Versement Lieu Unique".

LE COMMERCE EXTÉRIEUR SE TIENT BIEN MAIS LE SOLDE DES ÉCHANGES SE RÉDUIT

Ce trimestre estival s'inscrit comme un bon cru, l'un des meilleurs pour cette période depuis 6 ans. Les entreprises de notre département ont exporté **5** pour **373,1 millions d'euros** de marchandises. La diminution constatée par rapport au trimestre précédent (- 16 %) est habituelle en cette saison. Cependant en rythme annuel on observe une progression de près de 6 %. De même les **importations** sont **supérieures de 4,8 % à celles de l'été 2001 (294,3 millions d'euros)**. Les principaux échanges sont réalisés par les secteurs de l'industrie chimique et de la fabrication de machines et équipement, tant à l'export qu'à l'import.

Le **solde des échanges** s'établit à **79 millions d'euros**, en baisse de 28 % sur le trimestre, mais supérieur à celui de l'an dernier à pareille époque. Le **taux de couverture³** se positionne à **127 % contre 133 % fin juin**.

LA CONSTRUCTION EN PERTE DE VITESSE

Nous n'avons pu obtenir les données actualisées des investissements des entreprises **6** ce trimestre.

Malgré l'augmentation des autorisations délivrées au 2^e trimestre, la **construction de locaux à usage d'activité 7** suit sa **tendance baissière** depuis le début de l'année. Entre juillet et septembre, **46 200 m²** de surfaces ont été mis en chantier, ces constructions ont concerné des bâtiments agricoles hors stock, des bâtiments industriels et des bureaux, ces trois secteurs représentant **72 % de la surface totale des locaux commencés ce trimestre dans le Loir-et-Cher**. Le recul observé depuis début 2002 s'accroît, 2 000 m² de moins ont été mis en chantier par rapport au trimestre précédent, **le cumul annuel est en diminution de 14,3 %**, la moyenne régionale étant en baisse de 15 %. Les nouvelles **surfaces autorisées** au cours du trimestre ne laissent pas prévoir une reprise en ce domaine, s'inscrivant **en forte diminution** pour notre département comme pour la région.

(3) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

5 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

6 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux : le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur les immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

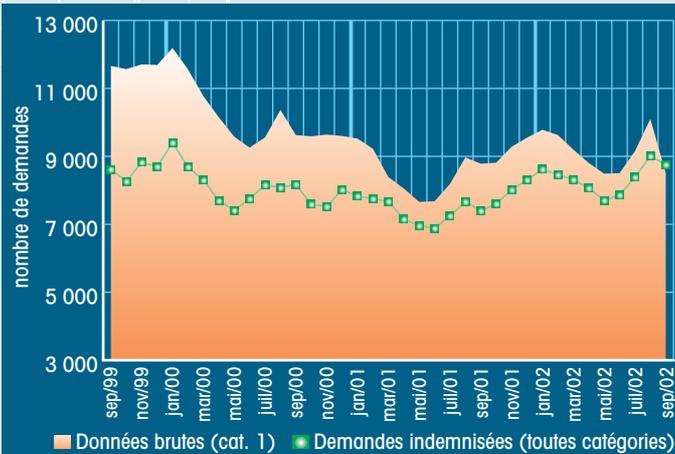
7 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES*)



source DRE - fichier Sitadel

* Cumul glissant sur quatre trimestres.

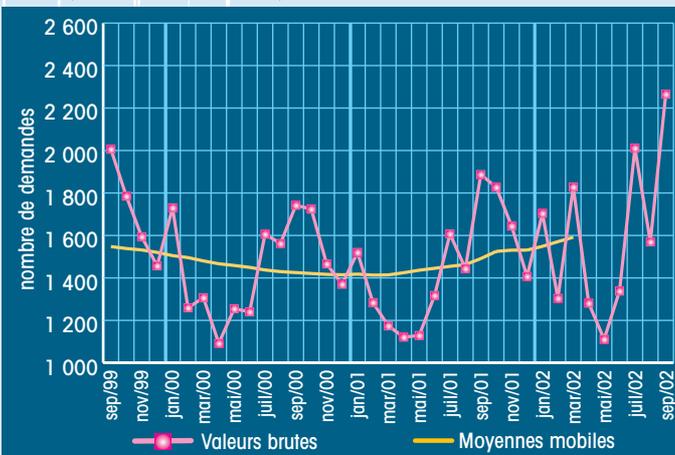
1 DEMANDES d'Emploi EN FIN de Mois (DEFM)



sources DDTEFP - ASSEDEC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

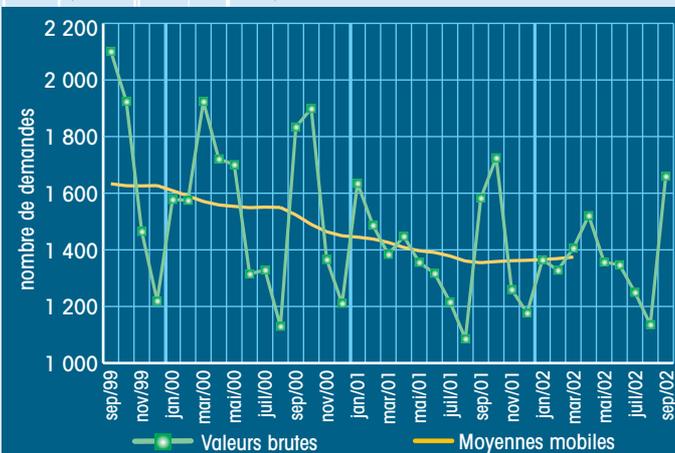
2 DEMANDES d'Emploi ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DDTEFP

Demandes d'emploi enregistrées : représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

3 DEMANDES d'Emploi SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DDTEFP

Demandes d'emploi sorties : représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

CHÔMAGE : L'ONDE de choc

L'été 2002 a été marqué par une **aggravation brutale du chômage**, hélas prévisible avec la conjugaison des premiers effets de la baisse de charge de Matra Automobile et d'une conjoncture morose. En données corrigées des variations saisonnières, le **nombre des demandeurs 1 a augmenté de 8,4 % entre juillet et septembre** (+ 0,8 % au 2^e trimestre), représentant près de 800 personnes. Cette **évolution est réellement spécifique au Loir-et-Cher** puisque la région n'a observé qu'une augmentation de 2,1 % et la France de 0,7 %. Au 30 septembre, le nombre des **chômeurs de catégorie 1 en données brutes atteint 10 147 personnes**; il s'agit du total le plus élevé depuis août 2000. **Sur douze mois, on atteint désormais une hausse de 15,5 %**. Les situations apparaissent particulièrement contrastées au sein du Loir-et-Cher : respectivement + 9,7 % et + 14,1 % pour les bassins d'emploi de Blois et Vendôme, mais + **31,4 % pour celui de Romorantin**. Les écarts d'évolution demeurent également importants entre les départements de la région (- 3,9 % pour l'Indre, + 16 % pour le Loiret), la moyenne s'établissant à + 8,8 % et à + 6,7 % pour le pays.

Le nombre des **demandeurs d'emploi bénéficiant d'une indemnisation** (toutes catégories confondues) a **bondi de 12,2 %** au cours du trimestre alors qu'il avait reculé de 6 % entre avril et juin; il s'établit à **9 908 personnes** au 30 septembre. Le rythme **d'évolution sur 12 mois s'est en conséquence de nouveau accru**, atteignant 19,7 % (15,3 % fin juin).

Le chômage des hommes a de nouveau augmenté plus fortement que celui des femmes, alors que le 2^e trimestre avait permis de résorber un peu le différentiel apparu en début d'année. Les **demandes masculines s'accroissent de 28,3 %** sur douze mois contre + **5,5 % pour les féminines**; elles représentent aujourd'hui près de 49 % du total, soit 5 points de plus qu'en septembre 2001. Un mouvement identique affecte **les moins de 25 ans avec + 25,2 % globalement**, mais + **45 % pour les hommes**.

Les autres catégories d'âge sont un peu moins touchées (+ 14 % pour les 25/49 ans, + 9,2 % pour les plus de 50 ans), mais l'on retrouve dans les deux cas un écart significatif entre les sexes. Dans le **bassin de Romorantin**, le choc est particulièrement brutal : + **80 % pour les hommes les plus jeunes** (baisse pour les femmes), + **51 % pour ceux de 25 à 49 ans**. Il n'est pas surprenant de constater que parmi les catégories socioprofessionnelles, les plus atteints sont les **ouvriers qualifiés (+ 28 % en un an)** et dans une moindre mesure les **ouvriers spécialisés (+ 17 %)**. La situation a en revanche cessé de se détériorer pour les cadres et agents de maîtrise; leur chômage augmente encore très sensiblement (+ 23 %), mais moins qu'en juin (+ 27 %). Les manœuvres restent seuls épargnés. L'afflux massif de nouveaux demandeurs agit mécaniquement sur la durée du chômage : **les demandeurs inscrits depuis moins de 3 mois subissent la plus forte augmentation (+ 23 % sur un an)**, alors que le chômage de longue durée évolue faiblement. Pour les inscrits de 1 à 2 ans, le taux d'accroissement annuel revient à moins de 16 % à la fin de ce trimestre contre plus de 18 % en juin; les plus de 3 ans sont toujours en fort recul (- 13 %).

À l'origine de ces évolutions, il y a évidemment une **recrudescence des nouvelles inscriptions 2** à l'ANPE qui en a enregistré 5 846 entre juillet et septembre, le plus fort total depuis 4 ans. Ce résultat

est supérieur de 18 % à celui de l'été 2001, renforçant ainsi une tendance amorcée depuis quelques temps. En cumul sur 12 mois, on en compte en effet 13 % de plus qu'au cours de la période précédente, écart supérieur à celui enregistré pour le Centre (+ 8 %) et pour le pays (+ 9 %). Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce ne sont pas les licenciements économiques, plutôt en baisse, qui sont en cause, mais les **fin de contrat à durée déterminée** (+ 23 % par rapport au 3^e trimestre 2001), les **fin de mission d'intérim** (+ 31 %) et surtout les **autres licenciements** (+ 44 %). En cumul annuel, ces deux derniers motifs s'accroissent respectivement de 21 % et 42 %. À l'opposé, on compte très peu de reprises d'activité et les effets de la démographie pèsent sur le nombre des nouveaux entrants dans la vie active (30 % de moins qu'à l'été 2001).

Les mois d'été ne sont traditionnellement pas propices aux **sorties du chômage** ⑦, dont le nombre est inférieur à celui du 2^e trimestre. Les **4 046 sorties** enregistrées sont néanmoins **plus étoffées que celles de l'été 2001 (+ 4,1 %)**. Les reprises d'emploi sont assez stables, mais l'on observe une forte croissance des radiations administratives et des entrées en stage. **Le cumul annuel se trouve en retrait du précédent (- 2,7 %)**; c'est le cas également au niveau régional (- 2,4 %), alors que les volumes sont quasiment stables pour l'ensemble de la France.

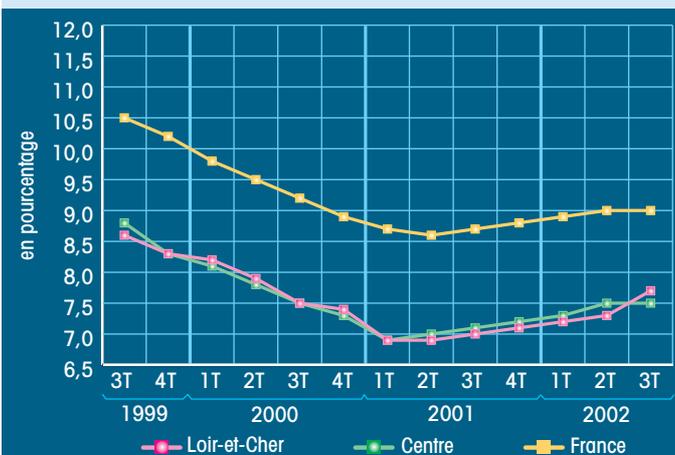
Le **taux de chômage** ④ du département est évidemment en hausse; il s'établit à **7,7 %** fin septembre, soit 0,4 point de plus qu'en juin et 0,7 point au-dessus de celui de septembre 2001. Les taux de la région (7,5 %) et de la France (9,0 %), sont restés stables au cours du trimestre. Les écarts entre les **bassins d'emploi** du Loir-et-Cher sont très marqués. Dans celui de **Romorantin-Lanthenay**, le taux atteint 8,7 %, en augmentation de 1,6 point en un an. L'évolution demeure modérée dans celui de **Blois** (7,2 %, + 0,2 point), le bassin de **Vendôme** se trouvant dans une situation intermédiaire (8 %, + 0,9 point).

LES BESOINS DE MAIN D'ŒUVRE SE RARÉFIENT

Le ralentissement de l'activité est confirmé par la rupture intervenue dans l'évolution des **offres d'emploi déposées** à l'ANPE ⑤. Leur croissance est stoppée assez sèchement. Ce trimestre, on en comptabilise **3 034, soit 9 % de moins** qu'à l'été 2001; ce sont surtout les **emplois durables** (plus de 6 mois) qui sont concernés avec un **recul de 30 %**, alors que les postes temporaires (3 à 6 mois) progressent de 20 %. **En cumul annuel, la perte globale est de 6 %**, tandis que l'évolution est positive pour l'ensemble de la région (+ 5 %) et que le repli est moins marqué en France (- 2 %). Comme précédemment, ce sont les emplois occasionnels (moins de 3 mois) qui diminuent le plus (-30 %).

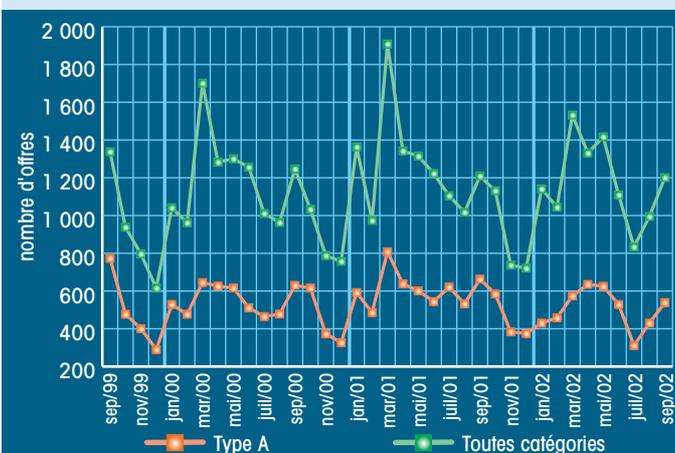
Le paysage s'assombrit également du côté des **déclarations préalables à l'embauche** ⑥ (hors agriculture et travail temporaire). L'URSSAF en a enregistré **14 568** entre juillet et septembre, soit **11 % de moins** qu'au 3^e trimestre 2001. De surcroît, **tous les secteurs d'activité sont touchés**, mais plus particulièrement l'industrie (- 26 %) et le BTP (- 22 %). **En cumul sur douze mois, la tendance antérieure est en conséquence inversée avec un repli de 2,5 %**, qui serait beaucoup plus prononcé sans la bonne résistance des services à la population (+ 3,8 %) et des services aux entreprises (+ 4 %).

④ TAUX DE CHÔMAGE (NOUVELLE SÉRIE CORRIGÉE)



source DDTEFP

⑤ Offres d'emploi ENREGISTRÉES



source DDTEFP

Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

⑥ DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



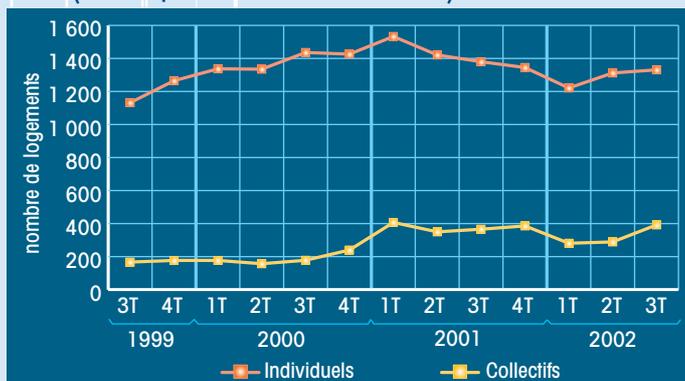
sources CAF et MSA

2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source Banque de France

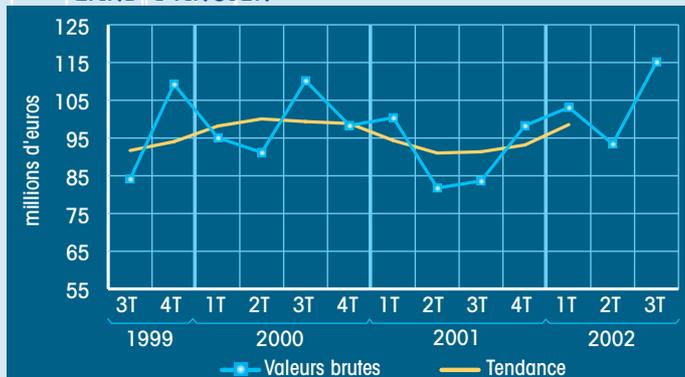
3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES*)



source DRE - Sitadel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

Stabilisation de la précarité

Le nombre d'allocataires **1** a **continué de diminuer légèrement** au troisième trimestre pour s'établir à **3 605** fin septembre, soit une **baisse de 0,5 %** par rapport au 2^e trimestre. Cette décrue, amorcée fin mars, ramène les effectifs à leur niveau d'il y a un an. Le mois de septembre 2002 marque néanmoins une légère reprise après le minimum atteint en août. Est-ce l'amorce d'une nouvelle dégradation ou un simple aléa conjoncturel ?

Le **surenndettement des ménages 2** marque un palier ce trimestre : **160 dossiers** ont été déposés à la Banque de France, contre 159 entre avril et juin. Ce volume est de 13,5 % supérieur à celui constaté au 3^e trimestre 2001 qui correspondait néanmoins à l'une des valeurs les plus faibles enregistrées au cours des trois dernières années.

Jusqu'à présent, 2002 se distingue par une **plus grande stabilité du nombre de dossiers au fil des mois** alors qu'auparavant de plus grandes variations étaient observées.

Sur les douze derniers mois, l'évolution se révèle faible (+ 0,6 % seulement) alors que la situation est apparue plus contrastée en région Centre comme au niveau national : repli sensible au cours du 3^e trimestre mais forte progression en cumul annuel (respectivement + 44,7 % et + 38,1 %).

Activité soutenue dans la construction de logements

Comme le laissaient présager les autorisations du 2^e trimestre, les **misés en chantier** de nouveaux logements **3** ont été **nombreuses** entre juillet et septembre. Le total atteint (**481**) est le plus élevé pour un 3^e trimestre sur les quatre dernières années. Il est notamment supérieur de 120 unités à celui de l'été 2001. Ce résultat est dû pour l'essentiel aux nouveaux programmes de **logements collectifs** : 166, contre 18 entre avril et juin. La construction individuelle reste étoffée mais apparaît un peu en retrait par rapport aux six premiers mois de l'année. Au niveau régional, ce trimestre est au contraire marqué par une activité moins soutenue que précédemment.

En **cumul annuel**, le **déficit** par rapport à la période antérieure est presque **comblé** ; il n'est plus que de **1,3 %**, **contre - 9,6 % fin juin** et - 23 % fin mars. Pour l'ensemble de la région Centre, on observe une grande stabilité. Les **perspectives** demeurent globalement **bonnes** pour le secteur, au vu des autorisations délivrées ; elles faiblissent un peu dans le collectif, mais se redressent très nettement dans l'individuel.

Les **transactions dans l'immobilier ancien 4** ont connu un **rebond spectaculaire**, après la baisse de régime du printemps. Le volume atteint est le plus élevé enregistré depuis que cet indicateur est suivi par l'Observatoire. Elles sont en **progression de 23 %** par rapport au trimestre précédent et de 38 % sur l'été 2001. En conséquence, le total cumulé sur 12 mois est supérieur de près de 13 % à celui de la période antérieure.